

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective

IDCC : **8832** | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**

(Haute-Loire et Lozère)

(11 août 1982)

(Étendue par arrêté du 30 novembre 1982,

Journal officiel du 20 janvier 1983)

Avenant n° 88 du 24 septembre 2024

NOR : AGRS2597080M

IDCC : 8832

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Haute-Loire ;

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Lozère ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Haute-Loire ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Lozère ;

Union régionale des entrepreneurs des territoires d'Auvergne,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire CFDT de Haute-Loire ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT de Lozère ;

Fédération agriculture CFTC de Haute-Loire ;

Fédération agriculture CFTC de Lozère ;

Syndicat SNCEA CFE-CGC de Haute-Loire ;

Syndicat SNCEA CFE-CGC de Lozère,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Par le présent avenant, et afin de mettre en conformité la définition du groupe assuré avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'article 67 de l'accord collectif de travail des exploitations et entreprises agricoles des dépar-

tements de la Haute-Loire et de la Lozère, en fonction des dispositions prévues par « l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance. »

Par ailleurs, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | Modification de l'article 67 de la convention collective

Le 1^{er} paragraphe de l'article 67 « Régime de prévoyance » de la convention collective est annulé et réécrit comme suit :

« Tous les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 des exploitations et entreprises agricoles visées par le présent accord collectif, bénéficient d'un régime de prévoyance assurant un minimum de prestations en cas d'incapacité temporaire et permanente de travail et en cas de décès.

À l'exclusion :

- des salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et personnels relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et du régime Agirc-Arrco, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant d'autres dispositions conventionnelles obligatoires. »

Article 2 | Dépôt et extension

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3 | Date d'effet

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Fait à Langogne, le 24 septembre 2024.

(Suivent les signatures.)